



Depuis quelques jours, une vidéo circulant sur les réseaux sociaux accuse la ministre de l'Habitat et du développement urbain, Célestine Ketcha Courtès, de malversations dans un marché d'entretien routier à Limbe, dans la région du Sud-Ouest. Selon cette vidéo, les malfaçons observées sur le tronçon routier Karata-Mukunda-Bojongo seraient le résultat d'un vaste scandale de corruption évalué à sept milliards de FCFA.

Face à ces allégations, le ministère de l'Habitat et du développement urbain a publié un communiqué ce 27 mars pour démentir toute implication de Célestine Ketcha Courtès dans cette affaire. Le communiqué qualifie la vidéo de "diffamatoire" et soutient que le maître d'ouvrage n'est pas responsable des malfaçons de la route en question.

Célestine Ketcha Courtès se défend en expliquant que les dégradations de la route sont dues aux passages fréquents de véhicules lourds transportant des matériaux de construction de la société Mira Company. Elle affirme avoir saisi la mairie de Limbe pour que des mesures soient prises afin que cette société engage les travaux de réparation nécessaires.

Alors que les accusations de malversation continuent de peser sur Célestine Ketcha Courtès, celle-ci continue de clamer son innocence et de démentir toute implication dans cette affaire.